

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
5 juillet 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 2 juillet 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Je me réfère à ma lettre du 10 avril 2002 (S/2002/403). Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par El Salvador conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

[Original : espagnol]

**Lettre datée du 20 juin 2002, adressée au Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent  
d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à votre note du 10 avril 2002, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les réponses du Gouvernement salvadorien aux observations et aux questions formulées au sujet du rapport présenté le 21 décembre 2001, en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir appendice).

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) José Roberto **Andino Salazar**

## Appendice

### **Renseignements complétant le rapport présenté par la République d'El Salvador en application de la résolution 1373 (2001)**

**(Réponses aux observations faites par le Comité du Conseil de sécurité contre le terrorisme)\***

**Juin 2002**

### **Réponses aux observations faites par le Comité contre le terrorisme au sujet du rapport que lui a présenté El Salvador en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

#### **Alinéa a) du paragraphe 1**

- Le rapport déclare que le Gouvernement salvadorien a fait suite à la demande des États-Unis d'Amérique concernant un groupe d'individus qui apportent un appui financier aux activités terroristes. El Salvador pourrait-il préciser quelles mesures il a adoptées sur la base de la liste de noms? Les institutions financières sont-elles tenues de fournir des informations concernant les comptes ou les ressources économiques de pareils groupes ou individus ou de geler leurs avoirs?

En réponse aux diverses formes de collaboration juridique que les États-Unis ont sollicitées après les attentats du 11 septembre dernier, le Service des enquêtes financières du Procureur général de la République a adopté pour lutter contre le financement des actes de terrorisme, de concert avec la police civile nationale, les organismes de contrôle des institutions financières et autres, des mesures consistant uniquement à vérifier les différentes bases de données auxquelles ils ont accès conformément au Code de procédure pénale et à la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux. Il convient de signaler qu'en matière d'enquêtes sur les actes de terrorisme, notre droit ne prévoit que des mesures juridiques d'ordre général et qu'aucune mesure ne vise spécifiquement le financement du terrorisme.

À la question de savoir si les institutions financières sont tenues de fournir des informations concernant les comptes ou les ressources économiques de groupes ou d'individus terroristes ou qui financent des actes de terrorisme, ou de geler lesdits comptes et ressources économiques, la réponse est affirmative, et ce, en application des articles 180 et suivants du Code de procédure pénale qui autorisent la « mise sous séquestre », synonyme de saisie ou d'embargo préventif, dans le cadre de toute enquête pénale ainsi que de la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Il importe toutefois de préciser que les institutions ainsi tenues par la loi ne peuvent pas procéder automatiquement au gel de comptes bancaires ou d'avoirs; elles ne peuvent le faire que moyennant autorisation expresse par écrit du Procureur général de la République, par l'intermédiaire du Service des enquêtes financières ou,

\* Les annexes du présent rapport ont été déposées auprès du Secrétariat où elles peuvent être consultées.

le cas échéant, du tribunal compétent.

L'obligation faite aux institutions financières de fournir des informations sur toute opération suspecte ne découle pas d'une loi spéciale visant les actes de terrorisme, mais de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux. Elles sont tenues en particulier d'appliquer la directive du Service des enquêtes financières relative à la prévention du blanchiment d'argent et de capitaux complétant les huit recommandations spéciales contre le terrorisme formulées par le Groupe d'action financière internationale, qui est libellée comme suit :

« ... disposition spéciale. Les institutions [financières] doivent informer le Service des enquêtes financières du Procureur général de la République ainsi que les autorités de contrôle du système financier de toute opération ou transaction suspecte ou irrégulière, sans égard au montant des fonds, dès lors qu'il s'agit d'une opération, d'une transaction ou de la liquidation ou de l'ouverture d'un compte par des clients ou des utilisateurs dont on soupçonne ou sait, par quelque moyen que ce soit, qu'ils sont associés directement ou indirectement à un quelconque des délits visés par l'article 6 de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux, et en particulier à des actes de terrorisme au niveau local ou international... »

#### **Loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux**

##### **« Autres infractions constitutives de blanchiment d'argent et de capitaux »**

Article 6 – Tombe sous le coup de la présente loi toute activité délictueuse constitutive de blanchiment d'argent et de capitaux, ce qui vise plus particulièrement les infractions ci-après :

- a) Infractions visées au chapitre IV de la loi portant sur la réglementation des activités relatives aux drogues;
- b) Trafic de personnes;
- c) Administration frauduleuse;
- d) Vol de véhicules;
- e) Séquestration;
- f) Extorsion de fonds;
- g) Enrichissement illicite;
- h) Négociation illicite;
- i) Concussion;
- j) Subornation de témoins;
- k) Commerce illicite et recel d'armes;
- l) Évasion fiscale;
- m) Contrebande;
- n) Prévarication;
- o) Escroquerie;

p) Tout acte de recel et de blanchiment d'argent ou de biens provenant d'activités délictueuses. »

#### **Alinéa b) du paragraphe 1**

- Veuillez indiquer les dispositions du Code pénal qui érigent en infraction la fourniture ou la collecte délibérées de fonds en El Salvador par ses nationaux ou par des tiers, comme le précise cet alinéa. Le Gouvernement salvadorien prévoit-il d'apporter un amendement au Code pénal ou au Code de procédure pénale afin d'introduire des dispositions visant à mettre un terme au financement du terrorisme?

Dans l'état actuel de notre législation pénale, seuls constituent des infractions en matière de terrorisme les actes de terrorisme, l'incitation au terrorisme et l'entente en vue de commettre des actes de terrorisme, tels qu'ils sont spécifiquement visés et sanctionnés respectivement par les articles 343 et 344 du Code pénal.

Aucune de ces dispositions ne porte sur le financement des actes de terrorisme. Le Groupe interinstitutionnel pour la lutte contre le terrorisme examine actuellement la possibilité d'apporter des modifications au Code pénal ou de proposer l'adoption d'une loi spéciale en vertu de laquelle le financement des actes de terrorisme constituerait comme tel une infraction.

Le financement aux fins de la commission d'un acte délictueux quelconque, y compris des actes de terrorisme, l'incitation au terrorisme et l'entente en vue de commettre des actes de terrorisme, est passible d'une peine qui varie en fonction du degré de participation, dès lors que cet acte est considéré comme relevant de la complicité, et ce, en application de l'article 36 du Code pénal.

- Bien que le Code pénal mentionne à diverses reprises les actes de terrorisme (art. 22-A, 343, 344), la définition de ceux-ci manque de clarté. El Salvador pourrait-il préciser cette définition?

En application de l'article 343 du Code pénal, sont considérés comme actes de terrorisme « ... les actes pouvant susciter l'alarme, la crainte ou la terreur, par l'emploi de substances explosives ou inflammables, d'armes ou d'objets généralement susceptibles de porter atteinte à la vie ou à l'intégrité des personnes... ».

Le Groupe interinstitutionnel pour la lutte contre le terrorisme examine la définition des actes de terrorisme dans le Code pénal pour vérifier si elle est conforme à celle formulée dans la Convention internationale à laquelle El Salvador a souscrit de sorte qu'il y ait correspondance entre l'une et l'autre à l'avenir.

#### **Alinéa c) du paragraphe 1**

- On affirme dans le rapport qu'il est possible de geler tous les fonds des personnes soupçonnées d'avoir violé la loi (art. 186 de la loi relative aux banques). La « violation de la loi » doit-elle s'entendre uniquement en référence à l'article 186 de la loi relative aux banques (sur le détournement de fonds)? Est-il possible de geler les fonds de personnes ou d'entités soupçonnées d'avoir commis ou appuyé des actes de terrorisme?

En réalité, lorsque le rapport se réfère à l'article 186 de la loi relative aux banques, en particulier à l'expression « violation de la loi », il faut comprendre qu'il fait allusion uniquement et exclusivement au délit de détournement de fonds publics visé aux articles 184 et suivants de ladite loi en relation avec l'article 240-A du Code pénal. Toutefois, comme on l'a précisé dans la réponse concernant l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent rapport, l'obligation faite aux institutions financières de fournir des informations sur toute opération suspecte découle précisément de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux; plus particulièrement, en ce qui concerne les actes de terrorisme et quelles qu'en soient les modalités, les institutions financières sont tenues de fournir des informations conformément à la directive concernant la prévention du blanchiment d'argent et de capitaux émanant du Service des enquêtes financières.

- Veuillez donner un aperçu des dispositions permettant de geler les avoirs détenus dans des institutions financières salvadoriennes par des personnes ou des entités qui mènent des activités illégitimes dans le pays ou qui sont installées à l'étranger d'où elles appuient le terrorisme.

En réalité, il est possible d'ordonner l'immobilisation des comptes bancaires, avoirs, des droits et biens faisant l'objet d'une enquête ouverte par les autorités d'autres pays en vue de réprimer les activités délictueuses liées à des actes de terrorisme, en particulier par le biais de l'application des conventions ou des traités internationaux, de la législation et de la procédure pénales et, en l'espèce, de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux, ainsi libellée en partie :

« Article 4 – ... Est également considéré comme blanchiment d'argent et de capitaux toute opération, transaction, action ou omission visant à occulter l'origine illicite et à donner une apparence légale à des biens et valeurs provenant d'activités délictueuses commises dans le pays ou à l'étranger...

...

Article 6 – Tombe sous le coup de la présente loi toute activité délictueuse génératrice de blanchiment d'argent et de capitaux...

...

Article 25 – ... En cas d'urgence, le Procureur général de la République peut ordonner l'immobilisation des comptes bancaires des personnes poursuivies du chef des infractions visées par la présente loi, ainsi que des fonds, droits et biens faisant l'objet de l'enquête... »

#### **Paragraphe 1, alinéa d)**

- Existe-t-il en El Salvador des dispositions régissant les activités d'autres entités qui effectuent des transferts de capitaux? Veuillez les décrire brièvement.

« Article 2 – La loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux s'applique à toutes les personnes physiques ou morales, même, dans le cas de ces dernières, lorsqu'elles ne sont pas constituées légalement [...].

Les institutions et activités visées par cette loi sont notamment les suivantes :

[...]

i) Les institutions et les personnes physiques qui effectuent des transferts de fonds systématiques ou d'un montant important, y compris celles qui consentent des prêts...;

r) Toute autre institution, association ou entreprise commerciale, ainsi que tout groupe ou conglomérat financier... ».

La même loi impose à ces entités et personnes les obligations ci-après, entre autres :

1. Connaître leurs clients;
2. Archiver et conserver les documents;
3. Assurer la formation des employés et des agents;
4. Mettre en place des mécanismes de vérification interne des comptes pour garantir l'application de la loi;
5. Adopter des politiques régissant la conduite que doivent avoir les administrateurs, agents et employés de banque;
6. Créer des registres nominatifs des clients;
7. Respecter le délai pendant lequel ces registres doivent être conservés;
8. Remplir le formulaire obligatoire prévu pour signaler les mouvements de fonds d'un montant supérieur à 500 000 colones;
9. Désigner des responsables de l'exécution;
10. Prévoir des sanctions en cas de non-respect des dispositions de la loi, etc.

Il convient de signaler que la législation financière de notre pays ne comporte pas de dispositions explicites relatives aux établissements bancaires extraterritoriaux, mais des dispositions diverses qui interdisent expressément la collecte de fonds auprès du public sans l'autorisation officielle de l'Inspection des finances (l'article 240-A du Code pénal érige en infraction une telle activité).

- Veuillez préciser l'obligation juridique qu'ont les institutions financières et autres personnes morales d'informer les autorités publiques de transactions suspectes.

On se reportera à cet égard l'article 9, alinéa premier, et à l'article 10, alinéa e) iii) de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux :

#### **« Obligations des institutions soumises au contrôle de la présente loi**

Article 9 – Les institutions sont tenues d'informer le Service des enquêtes financières, par écrit ou par tout autre moyen électronique dans un délai de trois jours ouvrables, de toutes opérations ou transactions multiples réalisées par un client, le même jour ou en l'espace d'un mois, qui dépassent le montant de 500 000 colones ou l'équivalent en devises, compte tenu des fluctuations de la monnaie nationale, et ce, de façon systématique ou lorsque des éléments permettent raisonnablement de penser que ces opérations sont irrégulières ou que le Service des enquêtes financières l'exige.

Article 10 ...

e) Aux termes du quatrième alinéa de l'article 4 de la présente loi, les banques et institutions financières, les bureaux de change et les agents de change sont régis par les politiques, les règles et les mécanismes de conduite qui s'appliquent à leurs administrateurs, agents et employés, à savoir :

...

iii) Communiquer impérativement, immédiatement et sans rien omettre, au Procureur général de la République par l'intermédiaire du Service des enquêtes financières et de l'Inspection des finances compétente, toute information pertinente concernant des mouvements de fonds dont le montant ou les caractéristiques ne correspondent pas à l'activité économique de leurs clients, ou des transactions inhabituelles en raison des montants, de leur nombre, de leur complexité ou de leurs caractéristiques. »

Il faut signaler, en outre, les dispositions des articles 12 à 17 du décret d'application de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux.

### « Chapitre III

#### **Transactions irrégulières ou suspectes**

Article 12 – Sont considérées comme des transactions irrégulières ou suspectes toutes les opérations peu courantes, qui échappent aux modes habituels de transaction et qui ne sont pas d'un montant important mais de nature périodique, sans fondement économique ou juridique évident, et toutes les opérations incohérentes ou qui sont sans rapport avec le type d'activité économique du client.

Article 13 – Afin de détecter les transactions irrégulières ou suspectes, les institutions doivent prêter une attention particulière aux transactions présentant les caractéristiques visées à l'article précédent, en particulier les opérations que les clients réalisent par les moyens ci-après :

a) Transferts multiples réalisés d'un jour sur l'autre ou en dehors des heures ouvrables, d'un compte vers un autre, par appel téléphonique ou électronique direct au système informatique de l'institution;

b) Remboursement anticipé de prêts ou de crédits dépassant les montants convenus, ou remboursement inspiré de prêts douteux, sans qu'il y ait une explication plausible de l'origine des capitaux;

c) Utilisation d'instruments monétaires internationaux, dès lors qu'il n'y a pas de rapport avec l'activité économique du client.

Article 14 – Les institutions doivent également prêter une attention particulière aux opérations réalisées par des clients, lorsqu'elles présentent des caractéristiques nettement inhabituelles, comme :

1. Des prêts garantis par des certificats de dépôt et autres instruments d'investissement;

2. Les visites fréquentes des clients à la zone des coffres-forts, suivies d'un dépôt d'argent liquide dans la même agence bancaire, dépôt dont le montant est juste inférieur au seuil pour lequel la loi exige de remplir un formulaire;



3. L'achat, sans raison apparente, de chèques de banque, de chèques de voyage ou d'autres instruments spéciaux, à l'aide de montants importants en liquide ou juste en dessous du montant pour lequel est exigé l'établissement d'un compte rendu d'opération;

4. La constitution, par des personnes physiques ou morales, de fonds fiduciaires dans lesquels sont déposées des sommes importantes en argent liquide;

5. Les comptes, ouverts au nom de bureaux de change, sur lesquels s'effectuent des transferts nationaux ou internationaux ou des dépôts structurés;

6. Les comptes qui révèlent des dépôts répétés par le biais de distributeurs automatiques;

7. Les comptes où sont déposés des instruments monétaires marqués de signes ou de symboles étranges.

Article 15 – On considère que la conduite des clients est suspecte lorsqu'ils cherchent à tourner les obligations en matière d'information ou d'enregistrement, par exemple lorsqu'ils :

a) Refusent de fournir les informations nécessaires pour remplir le formulaire requis, alors qu'on leur a précisé que celui-ci devait être rempli;

b) Font pression ou tentent de faire pression sur un employé de l'institution pour qu'il ne consigne pas dans les archives le compte rendu d'une transaction.

Article 16 – Les institutions financières doivent examiner les transferts de fonds présentant les caractéristiques ci-après :

1. Dépôt de fonds sur différents comptes, en général d'un montant inférieur au seuil prescrit pour l'établissement d'un compte rendu, puis regroupement desdits fonds sur un compte clef et transfert à l'étranger;

2. Instructions données à l'institution financière d'avoir à transférer des fonds à l'étranger, puis d'attendre que le montant correspondant soit transféré d'autres sources;

3. Transferts d'argent vers un autre pays, sans que soit effectuée l'opération de change;

4. Réception de transferts et achat immédiat d'instruments monétaires pour effectuer des paiements à des tiers.

Article 17 – Les institutions financières, qui sont tenues de connaître leurs clients, doivent exiger de ceux-ci qu'ils fournissent les informations nécessaires à cette fin. On considère que ces informations sont insuffisantes et suspectes lorsque les clients :

a) Ne fournissent pas des informations complètes sur les objectifs de leur entreprise, leurs antécédents bancaires, l'adresse ou le nom des directeurs et des représentants;

- b) Refusent de fournir des références personnelles lorsqu'ils achètent des instruments monétaires dont le montant est supérieur à la limite prévue par la loi ou sans rapport avec leur activité économique;
- c) Demandent à ouvrir un compte sans fournir de référence, d'adresse locale, d'identification ou autres documents appropriés, ou refusent de fournir les informations demandées par la banque pour l'ouverture d'un compte;
- d) Présentent des documents d'identité suspects ou manifestement faux;
- e) N'ont pas de références professionnelles ni de source de revenus apparente;
- f) Rechignent à fournir des précisions sur leurs activités ou à fournir les états financiers s'y rapportant;
- g) Présentent des états financiers nettement différents des autres entreprises ayant des activités analogues;
- h) Fournissent des informations qui s'avèrent fausses ou erronées.

#### **Alinéa a) du paragraphe 2**

- Pourriez-vous exposer brièvement comment El Salvador applique l'Accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale?

L'article 18 de l'Accord-cadre établit la coopération en matière de prévention et de lutte contre les activités criminelles ayant des répercussions régionales ou internationales, telles que le terrorisme, le sabotage et le crime organisé, et l'ensemble des moyens mis en oeuvre en Amérique centrale pour empêcher la planification, la préparation et la réalisation de pareilles activités.

Selon l'article 47 du même accord-cadre, la Réunion des chefs d'État, le Conseil des Ministres des affaires étrangères et la Commission centraméricaine de la sécurité sont les instances chargées des questions de sécurité régionale et internationale; la Commission de la sécurité relève de ces instances.

La Commission de la sécurité comprend les vice-ministres des affaires étrangères et les vice-ministres ou autorités compétentes en matière de défense et de sécurité publique des pays d'Amérique centrale. Elle applique les décisions en matière de sécurité qui émanent de la Réunion des chefs d'État ou du Conseil des ministres des affaires étrangères et celles qu'elle-même adopte, notamment :

- Examen de l'application des accords centraméricains en matière de sécurité, renforcement des mécanismes de coordination opérationnelle dans les domaines de la défense, de la sécurité publique et de l'aide humanitaire en cas d'urgence, de menaces et de catastrophes naturelles, suivi de l'application des dispositions du présent accord-cadre et accomplissement des autres tâches qui lui sont dévolues à ce titre.

La conduite des travaux de la Commission s'effectue par le biais des sous-commissions de la sécurité, de la défense et des affaires juridiques; en outre, la Commission peut compter sur le soutien du Secrétariat général du Système d'intégration centraméricain (SG-SICA).

Dans leur déclaration intitulée « L'Amérique centrale unie contre le terrorisme », les Présidents d'Amérique centrale ont recommandé à la Commission de la sécurité d'adopter les mesures pertinentes, ce qui a amené la Commission à approuver en octobre 2001 le Plan centraméricain de coopération intégrale visant à prévenir le terrorisme et les activités connexes et à y mettre fin.

Les dispositions de l'Accord-cadre auxquelles la Commission de sécurité est chargée de donner effet et qui s'inscrivent dans le cadre du Plan régional de lutte contre le terrorisme sont appliquées au niveau national par le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la défense nationale, la Police civile nationale, la Direction générale des migrations, la Direction générale des douanes et les autres services qui, du fait du terrorisme, sont mis à contribution.

À cet égard, et conformément aux mesures stratégiques dudit plan, les modalités d'application de l'Accord-cadre sont les suivantes :

#### **Renforcement du dispositif de sécurité aux frontières, dans les ports et dans les aéroports**

La Force d'intervention « HALCON » assure la sécurité et la protection des installations de l'Aéroport international d'El Salvador par l'intermédiaire du Groupe d'intervention « Comalapa », et du Port d'Acajutla par l'intermédiaire du Groupe d'intervention « Acajutla ».

##### **a) Aéroport international d'El Salvador**

- Le Groupe d'intervention « Comalapa », composé d'unités des forces armées salvadoriennes, assure la sécurité dans les zones d'accès et d'embarquement; dans le périmètre d'accès et aux points d'inspection et patrouille les abords immédiats et les plus éloignés.
- En coordination avec la Police civile nationale, il assure la sécurité, le contrôle et l'inspection dans la zone d'accès et au siège de la Commission exécutive du port autonome; il est chargé du contrôle dans la zone de transit, et à l'entrée de la salle d'embarquement, à l'entrée principale et dans les salles d'attente; il dispose d'équipes mobiles qui sillonnent la route de l'aéroport à San Salvador dans les deux sens.

##### **b) Port d'Acajutla**

- Le Groupe d'intervention « Acajutla », composé d'unités des forces armées salvadoriennes, assure la sécurité sur les voies d'accès secondaires du port d'Acajutla, effectue des patrouilles terrestres et maritimes et contrôle les quais.
- En coordination avec la Police civile nationale, il assure la sécurité, le contrôle et l'inspection du centre de télécommunications; de l'accès principal; des entrepôts et des points sensibles.

#### **Exécution du Plan « Vigie I » (Plan « cent pour cent »)**

- On prévoit de lancer des opérations conjointes de contrôle du trafic de marchandises au niveau national par le biais des commandements mixtes des départements de sécurité publique.

- Le contrôle de 31 points de passage clandestins terrestre et maritime est également assuré au titre de ce plan.
- Sécurité et contrôle des points de concentration de véhicules à la douane terrestre de Santa Ana et du port d’Acajutla;
- Escorte de véhicules de transport de marchandises transitant par le territoire national.

**Alinéa b) du paragraphe 2**

- El Salvador dispose-t-il d’un quelconque système d’alerte avancée prévu pour d’autres pays situés en dehors de la région d’Amérique centrale et des Caraïbes?

Le Bureau central national d’Interpol est en réalité le seul système d’alerte avancée dont on dispose pour d’autres pays situés en dehors de la région d’Amérique centrale.

**Alinéa c) du paragraphe 2**

- Le rapport indique que l’Assemblée législative examine actuellement un projet de loi spéciale sur la détermination du statut de réfugié. Ce projet comporte-il également des dispositions permettant de refuser l’octroi du statut de réfugié à ceux qui financent, planifient, appuient ou commettent des actes de terrorisme?

Les « actes de terrorisme » ne figurent pas expressément parmi les causes du refus d’octroi du statut de réfugié, mais plutôt implicitement là où il est question de « crime contre la paix ou de crime contre l’humanité ». Par ailleurs, ces dispositions correspondent exactement au contenu du paragraphe F de l’article 1 de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951.

L’article 3 du projet de loi intitulé « Loi spéciale sur la détermination du statut de réfugié » contient néanmoins les dispositions régissant le refus d’octroi du statut de réfugié. Les motifs prévus en l’occurrence sont les suivants :

a) Perpétration d’un crime contre la paix, d’un crime de guerre ou d’un crime contre l’humanité, tels que définis par la législation de la République d’El Salvador et par les instruments internationaux régissant de tels crimes;

b) Perpétration d’une infraction grave de droit commun, hors du pays d’asile, avant l’admission comme réfugié;

c) Commission d’actes contraires aux buts et principes des Nations Unies.

- Veuillez indiquer brièvement les mesures législatives en vigueur concernant le refoulement ou l’expulsion des terroristes.

La législation salvadorienne ne contient aucune disposition spécifique qui ordonne le refoulement ou l’expulsion des terroristes, les actes terroristes étant considérés comme des infractions graves et le système juridique prévoyant déjà des sanctions pour ces crimes qui sont jugés par des tribunaux nationaux ou étrangers, en cas d’extradition de l’auteur.

En tant que partie à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et au Protocole de 1967 sur les réfugiés, El Salvador applique au niveau national, les

dispositions de l'article 32 de la Convention qui prévoient « l'expulsion » du réfugié pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public. Ces mêmes dispositions figurent à l'article 44 du projet de « loi spéciale sur la détermination du statut de réfugié » que l'Assemblée législative examine à l'heure actuelle.

#### **Alinéa d) du paragraphe 2**

- Le Code pénal contient-il des dispositions permettant de qualifier de crimes les actions de ceux qui planifient, financent, facilitent ou commettent des actes terroristes contre d'autres pays à partir du territoire d'El Salvador?

En réalité, il n'existe aucune disposition expresse à cet égard. L'attention du Comité est à nouveau appelée sur les précisions données à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent rapport concernant l'étude technique établie par le Groupe institutionnel pour la lutte antiterroriste.

#### **Alinéa e) du paragraphe 2**

- Veuillez fournir des détails au sujet de l'étude mentionnée dans le rapport sur les réformes du Code pénal à propos du droit international humanitaire. Veuillez rendre compte des progrès réalisés dans le cadre de ces réformes.

Le Groupe institutionnel pour la lutte antiterroriste tient à signaler à l'attention du Comité contre le terrorisme que l'étude effectuée par le Comité interinstitutionnel de droit international humanitaire et précédemment mentionnée d'El Salvador présenté en décembre 2001 n'aborde que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et n'évoque pas spécifiquement le terrorisme en tant que tel.

Le Comité interinstitutionnel de droit international humanitaire a élaboré le projet de réforme du chapitre XIX du Code pénal intitulé « Crimes contre l'humanité ». Cette proposition sera soumise prochainement à l'Assemblée législative pour examen et approbation.

#### **Alinéas a), b) et c) du paragraphe 3**

- Veuillez fournir une liste des accords bilatéraux conclus par El Salvador pour l'échange de renseignements et la coopération avec des pays autres que ceux d'Amérique centrale.
  1. Accord de coopération entre le Gouvernement de la République d'El Salvador et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif à l'accès aux installations de l'aéroport international d'El Salvador et à leur utilisation pour le contrôle aérien des activités liées au trafic de drogue.
  2. Accord entre la République d'El Salvador et le Royaume d'Espagne sur la coopération en matière de prévention de la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes, de lutte contre le trafic illicite de ces produits et de contrôle des précurseurs et des substances chimiques.
  3. Accord entre la République d'El Salvador et les États-Unis du Mexique sur la coopération en matière de lutte contre le trafic des stupéfiants et la pharmacodépendance.

4. Convention de coopération judiciaire en matière pénale entre la République d'El Salvador et le Royaume d'Espagne.
5. Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République d'El Salvador et la République du Pérou.
6. Convention sur la prévention de l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes et la répression du trafic illicite de ces produits, conclue entre le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement de la République d'El Salvador.
7. Convention sur la prévention de l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes et la répression du trafic illicite de ces produits, de leurs précurseurs et des produits chimiques essentiels, conclue entre le Gouvernement de la République d'El Salvador et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay.
8. Traité de coopération entre le Gouvernement de la République d'El Salvador et le Gouvernement des États-Unis du Mexique sur l'entraide judiciaire en matière pénale.
9. Les forces armées d'El Salvador participeront cette année, dans le cadre de la Conférence des forces armées américaines, du 23 au 27 juin 2002, à la douzième Conférence technique sur les questions de renseignement, qui aura lieu en Colombie; cette conférence a pour objectif principal de renforcer la coopération entre les forces armées américaines dans le domaine du renseignement.

**Alinéa d) du paragraphe 3**

- El Salvador pourrait-il indiquer comment il entend donner suite à son examen de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme?

Dans les deux cas, El Salvador fait tout son possible pour achever dans les meilleurs délais les procédures internes devant lui permettre d'adhérer à ces conventions.

S'agissant de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, un avis favorable a été émis concernant l'adhésion d'El Salvador à cet instrument, dont le texte est sur le point d'être présenté à l'Assemblée législative pour examen aux fins de ratification.

Pour ce qui est de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, il existe un consensus quant à la nécessité d'adhérer à cet instrument, et l'examen correspondant a été achevé sur cette base; il reste encore à rédiger les déclarations qu'El Salvador prévoit de faire au sujet de la Convention. La procédure interne d'adhésion doit se poursuivre.

Il convient de porter à l'attention du Comité que la procédure interne suivie en El Salvador pour ratifier un instrument international, quelle qu'en soit la dénomination (convention, traité, accord, pacte, mémorandum d'accord, échange de notes, instrument portant modification, protocole, additif, etc.), ou y adhérer, est la suivante :

Le Ministère des relations extérieures a compétence pour administrer, négocier, signer et dénoncer les instruments internationaux, compte tenu des avis exprimés par les institutions nationales compétentes.

Lorsque les avis pertinents ont été recueillis et que le processus de négociation éventuellement nécessaire est achevé, l'étape suivante est soit la signature de l'instrument international en question, soit d'emblée sa ratification conformément à la législation nationale. Lorsqu'il s'agit d'une signature, la procédure de ratification n'est engagée qu'une fois l'instrument dûment approuvé.

La procédure de ratification permettant d'incorporer les instruments internationaux à la législation de la République d'El Salvador est engagée formellement lorsque le Ministère des relations extérieures sollicite l'agrément du Président de la République en vue du dépôt du projet de loi correspondant. L'agrément du Président de la République n'est pas demandé lorsque celui-ci a approuvé l'instrument international considéré.

Lorsque le Ministre des relations extérieures est autorisé à déposer le projet de loi, le texte d'un accord en matière de relations extérieures, portant approbation de l'instrument international considéré est élaboré, puis soumis pour examen à l'Assemblée législative aux fins de ratification.

Une fois ratifié, l'instrument international, accompagné du texte législatif attestant la ratification, est transmis par l'Assemblée législative au Président de la République pour promulgation et au Ministre des relations extérieures pour validation. L'instrument international accompagné de l'ensemble des documents susmentionnés (accord de l'exécutif et texte de l'Assemblée législative approuvant la ratification) est ensuite transmis au Journal officiel pour publication.

Ensuite, selon le cas, le(s) pays cosignataire(s) ou le pays dépositaire sont informés que l'instrument est entré en vigueur et a pris effet pour la République d'El Salvador, ou El Salvador dépose ses instruments de ratification ou d'adhésion auprès de l'organisation internationale compétente.

- El Salvador prévoit-il de ratifier la Convention sur la protection physique des matières nucléaires?

Cette question est en cours d'examen par les institutions nationales compétentes, qui doivent rendre un avis.

### **Alinéa e) du paragraphe 3**

- Veuillez indiquer les mesures qui ont été prises pour donner effet aux conventions internationales sur le terrorisme et aux protocoles y relatifs auxquels El Salvador est partie.

Le Groupe interinstitutionnel pour la lutte contre le terrorisme procède en ce moment à un examen de l'application des neuf instruments internationaux de lutte contre le terrorisme auxquels El Salvador est partie, en vue de recenser les mesures adoptées pour donner effet à ces instruments. Les conclusions de l'examen seront communiquées en temps utile.

**Alinéa g) du paragraphe 3**

- Les infractions pouvant donner lieu à extradition énoncées dans les conventions et protocoles internationaux sur le terrorisme ont-elles été incluses dans les traités bilatéraux d'extradition conclu par El Salvador?

El Salvador inclut toujours dans les traités bilatéraux et multilatéraux qu'il conclut en matière d'extradition, y compris ceux qui sont en cours de négociation, toutes les infractions pouvant donner lieu à extradition qui sont énoncées dans les conventions et protocoles internationaux sur le terrorisme qu'il a ratifiés. Ces traités sont incorporés à la législation de la République d'El Salvador et ils doivent être appliqués en tant que tels.

**Paragraphe 4**

- El Salvador a-t-il répondu aux préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution?

Il convient de signaler qu'El Salvador a tout mis en oeuvre pour appuyer et promouvoir les efforts et initiatives menés aux échelons national, sous-régional, régional et international en vue de renforcer la lutte contre le terrorisme et de faire face à la lourde menace que celui-ci fait peser sur la sécurité internationale.

Il convient de signaler également à cet égard la participation active d'El Salvador à la mise en oeuvre de l'Accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale, et à l'application des traités bilatéraux et internationaux qui contribuent à la lutte contre le terrorisme, ainsi que le rôle actif et constructif qu'il joue dans les instances régionales et internationales compétentes en matière de lutte contre le terrorisme international, notamment celles qui ont été chargées d'adopter de nouveaux instruments internationaux contre le terrorisme.

Dans la même optique, on peut aussi mentionner la création du Groupe interinstitutionnel pour la lutte contre le terrorisme, qui joue un rôle déterminant dans la coordination de la lutte antiterroriste sur le plan national.

**Autres questions**

- Veuillez fournir un organigramme des mécanismes administratifs (police, services d'immigration, douanes et autorités fiscales et financières) mis en place par les autorités salvadoriennes afin d'appliquer les lois, règlements et autres textes dont elles estiment qu'ils contribuent à l'application de la résolution.

On trouvera ci-joint un tableau décrivant les principales activités menées par les institutions réunies au sein du Groupe interinstitutionnel pour la lutte contre le terrorisme, qui intéressent directement l'application des lois, règlements et autres textes dont dispose l'État salvadorien pour appliquer la résolution 1373 (2001).



### Mécanismes institutionnels visant à promouvoir la mise en oeuvre des lois, règlements et autres textes contribuant à l'application de la résolution 1373 (2001)

<i>Institution</i>	<i>Unité opérationnelle</i>	<i>Activités</i>	<i>Instrument applicable</i>	<i>Liens</i>	<i>Observations</i>
Ministère de la justice	Service des investigations financières (UIF)	<p>Prévenir, repérer, réprimer et éliminer les activités de blanchiment d'argent et de capitaux ainsi que leur dissimulation tout en assurant la libre circulation des biens sur le marché et en évitant l'arrivée de biens provenant d'activités criminelles dans les circuits officiels de l'économie.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Veiller à ce que les institutions et organismes de contrôle financier régis par la Loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux s'acquittent des obligations prévues par ladite loi.</li> <li>2. Faire des recommandations, lorsque nécessaire, concernant la conception et la modification des formulaires utilisés par les institutions pour contrôler et signaler les transactions suspectes ainsi que les transactions effectuées par leurs clients dépassant les plafonds prévus par la loi.</li> <li>3. Formuler des instructions afin d'aider les institutions à mieux repérer les activités des clients qui effectuent des transactions et autres opérations pouvant être liées au blanchiment d'argent et de capitaux.</li> <li>4. Examiner les plaintes déposées par des fonctionnaires du Ministère de la justice et autres fonctionnaires ou autorités de l'État et les membres de la société civile concernant des activités de blanchiment d'argent et de capitaux.</li> <li>5. Gérer le patrimoine spécial visé à l'article 23 de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux et utiliser ce patrimoine aux fins prévues par cette loi.</li> <li>6. Recueillir auprès des organismes et institutions de l'État, en particulier le Ministère des finances, la Banque de réserve, le registre de la propriété foncière et des hypothèques, le registre du commerce et autres registres publics, ainsi que les organismes publics de contrôle financier, toutes les données financières provenant des institutions et activités régies par la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux qui ont trait à des transactions commerciales pouvant être liées à un blanchiment d'argent et de capitaux.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conventions des Nations Unies (de 1961, 1971 et 1988 et Protocole de 1972)</li> <li>- Convention centraméricaine en vue de la prévention et de la répression des crimes de blanchiment d'argent liés au trafic illicite de stupéfiants et de crimes connexes</li> <li>- Traité d'entraide juridique en matière pénale entre les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama</li> <li>- Code pénal</li> <li>- Code de procédure pénale</li> <li>- Loi relative aux activités liées à la drogue</li> <li>- Loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux</li> <li>- Règlement d'application de la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux</li> <li>- Instructions destinées à empêcher le blanchiment d'argent et de capitaux dans les institutions d'intermédiation financière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Police civile nationale</li> <li>- Centre national des registres</li> <li>- Banque de réserve</li> <li>- Commission de contrôle des opérations financières</li> <li>- Commission de contrôle des opérations de bourse</li> <li>- Commission de contrôle des obligations commerciales</li> <li>- Ministère des finances</li> <li>- Asociación Bancaria Salvadoreña</li> <li>- Service des renseignements financiers des autres pays</li> <li>- Interpol</li> <li>- Ambassade des États-Unis et autres pays</li> </ul>	

<i>Institution</i>	<i>Unité opérationnelle</i>	<i>Activités</i>	<i>Instrument applicable</i>	<i>Liens</i>	<i>Observations</i>
		<p>7. Établir, conformément à l'article 13 de la Loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux, le contenu des formulaires utilisés par les institutions pour contrôler les transactions effectuées par leurs clients qui dépasseraient les plafonds prévus et violeraient l'article 9 de ladite loi; déterminer le contenu du compte rendu d'opérations que devront envoyer les institutions susmentionnées à l'UIF.</p> <p>8. Mettre en place un dispositif de collecte de renseignements auprès des secteurs ou des particuliers concernant le blanchiment d'argent et autres activités délictueuses.</p> <p>9. Appliquer les autres dispositions prévues par la loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Loi relative aux banques</li> <li>– Loi relative aux organismes d'intermédiation financière non bancaires</li> <li>– Loi relative aux bureaux de change</li> <li>– Loi relative aux sociétés d'assurances, et règlement d'application</li> <li>– Loi sur la Bourse</li> <li>– Code du commerce</li> <li>– Etc.</li> </ul>		
Service de répression des infractions portant atteinte à la vie et à l'intégrité physique des personnes		Diriger les enquêtes et faciliter les actions en justice intentées suite à une infraction portant atteinte à la vie et l'intégrité physique des personnes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la lutte contre le terrorisme ratifiés par El Salvador</li> <li>– Code pénal</li> <li>– Code de procédure pénale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Police civile nationale</li> <li>– Institut de médecine légale</li> <li>– Organismes publics de secours et de service</li> <li>– Pouvoir judiciaire</li> <li>– Organisations non gouvernementales</li> <li>– Ministère de la santé publique et de la protection sociale</li> <li>– Municipalités</li> <li>– Bureau du Procureur général de la République</li> <li>– Division de la police technique et scientifique</li> <li>– Entités publiques et privées</li> </ul>	

<i>Institution</i>	<i>Unité opérationnelle</i>	<i>Activités</i>	<i>Instrument applicable</i>	<i>Liens</i>	<i>Observations</i>
Forces armées	Armée de terre, armée de l'air et marine	<p>1. Renforcer la sécurité aux frontières, ainsi que dans les ports et aéroports, dans plusieurs domaines, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Sécurité extérieure;</li> <li>– Zones de chargement;</li> <li>– Voies environnantes;</li> <li>– Points d'inspection;</li> <li>– Patrouilles élargies et de proximité;</li> </ul> <p>a) En coordination avec la police civile nationale, assurer la sécurité, le contrôle et l'enregistrement dans les lieux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Aires d'embarquement;</li> <li>– Parc de stationnement de la Commission exécutive portuaire autonome (CEPA);</li> <li>– Salle de contrôle aérien;</li> <li>– Accès à la salle d'inspection;</li> <li>– Entrée principale;</li> <li>– Salles d'attente;</li> <li>– Lieux contenant du matériel indispensable;</li> <li>– Route menant à San Salvador (patrouilles);</li> </ul> <p>b) Assurer la sécurité dans les lieux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Centre de communication;</li> <li>– Accès principal;</li> <li>– Entrepôts;</li> <li>– Points sensibles.</li> </ul> <p>2. Planifier et mettre au point des opérations conjointes de contrôle du trafic illicite sous la direction de la Commission départementale mixte de la sécurité publique (CCSPD) à 31 points des frontières terrestres et maritimes connus pour être des points de passage utilisés par les contrebandiers, et assurer la sécurité et effectuer des contrôles à deux</p>	<p>– Constitution de la République</p> <p>– Loi organique des forces armées</p> <p>– Accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale</p>	Toutes les entités concernées	<p>Mise en place d'une force d'intervention (« HALCON ») chargée de la sécurité et de la protection des installations de l'aéroport international El Salvador et du port d'Acajutla depuis le 23 septembre 2001</p>

<i>Institution</i>	<i>Unité opérationnelle</i>	<i>Activités</i>	<i>Instrument applicable</i>	<i>Liens</i>	<i>Observations</i>
		points de forte concentration de véhicules (douane terrestre de Santa Ana et port d'Acajutla) et escorter les véhicules transportant des marchandises passant par le territoire national.			
		3. Assurer la sécurité des personnes, notamment les personnalités de marque.			
Présidence de la République	Commission salvadorienne de lutte antidrogue	La Commission salvadorienne de la lutte antidrogue est l'institution chef de file chargée des missions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer l'application et garantir le plein respect de la Constitution, des traités ratifiés par El Salvador, ainsi que des lois, règlements et arrêtés visant à réduire l'offre et la demande de drogues;</li> <li>Élaborer et mettre en oeuvre un plan national antidrogue qui s'attache à réduire tant l'offre que la demande de drogues;</li> <li>Planifier, diriger, coordonner et adopter toutes catégories de mesures administratives nécessaires pour empêcher et contrôler la pénétration et la diffusion de stupéfiants dans le pays;</li> <li>Ouvrir à l'élimination de la culture, de la production, du trafic et de la consommation de substances illicites;</li> <li>Autoriser les campagnes publicitaires sur les effets de la drogue par tous les moyens de communication sociale disponibles.</li> </ul>	<i>International :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conventions des Nations Unies (de 1961, 1971 et 1988 et Protocole de 1972)</li> <li>Convention de Palerme</li> <li>Stratégie antidrogue de l'OEA sur le continent américain CICAD/OEA</li> <li>Charte de la Commission permanente centraméricaine pour l'élimination de la production, du trafic et de l'abus de stupéfiants et de substances psychotropes (CCP)</li> <li>Convention centraméricaine en vue de la prévention et de la répression des crimes de blanchiment de l'argent liés au trafic illicite de stupéfiants et de crimes connexes</li> <li>Accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale</li> <li>Traité d'entraide juridique en matière pénale entre les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PNUCID</li> <li>CICAD/OEA</li> <li>Ministère de l'éducation (MINED)</li> <li>Ministère de la santé publique et de la protection sociale (MSPAS)</li> <li>Ministère des relations extérieures</li> <li>Secrétariat national à la famille (SNF)</li> <li>Institut salvadorien de protection des mineurs (ISPM)</li> <li>PNC/DSJ</li> <li>Institut salvadorien de protection sociale (ISSS)</li> <li>Comité national de crise (COEN)</li> <li>Ministère de l'intérieur, Service de la médecine préventive</li> <li>Service technique de lutte contre le dopage du Cabinet</li> </ul>	La Commission a pour mission de coordonner l'ensemble des initiatives nationales en matière de réduction de la demande et de l'offre de drogues. Les entités directement responsables de l'application des instruments juridiques sont les institutions figurant dans la colonne « Liens ».

<i>Institution</i>	<i>Unité opérationnelle</i>	<i>Activités</i>	<i>Instrument applicable</i>	<i>Liens</i>	<i>Observations</i>
			Républiques de Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et de Panama.	du Ministre adjoint des transports – PNC/DAN – FGR/UIF/ UANT – CSSP – Ministère de la défense – Ministère des finances – CEPA – Cour suprême – Conseil national de la magistrature	
			<i>National :</i>	<i>ONG :</i>	
			– Décret-loi No 86 du 9 octobre 1995 publié dans le <i>Journal officiel</i> No 193, vol. 329, du 18 octobre 1995	– FUNDASALVA – HOCRAD – Olof Palme	
			– Code de la santé	– Hogar CREA	
			– Code pénal	– Teen Challenge	
			– Code de procédure pénale	– REMAR	
				– Etc.	
			– Loi relative aux activités liées à la drogue	<i>Entités privées :</i>	
			– Loi relative au blanchiment d'argent et de capitaux	– Asociación Nacional de la Empresa Privada (ANEP) – Médias. – Universités – Etc.	

<sup>1</sup> Attributions fixées par le décret-loi No 86 du 9 octobre 1995, publié dans le *Journal officiel* No 193, vol. 329 du 18 octobre 1995.